



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 MORÉAC

Quelques repères de lecture

| | |
|--|----|
| Partie 1 : Les éléments de contexte 2024 | 4 |
| I. Le cadre général des relations État-collectivités et l'état des finances locales | 5 |
| La relation institutionnelle et financière entre l'État et les collectivités locales..... | 5 |
| L'évolution de la situation financière des collectivités..... | 5 |
| II. Les contraintes économiques, budgétaires et financières de l'État et leurs incidences sur le monde local | 8 |
| Les contraintes économiques, budgétaires et financières de l'État | 8 |
| Les incidences sur les collectivités locales..... | 10 |
| III. Les dispositions de la loi de finances pour 2025 | 10 |
| Partie 2 : Étude financière, fiscale et organisationnelle..... | 12 |
| I. Synthèse financière et fiscale du budget principal | 13 |
| Un compte administratif prévisionnel qui laisse apparaître des excédents sur l'exercice... | 13 |
| Un fonds de roulement en particulièrement élevé..... | 13 |
| Zoom sur la politique en matière de ressources humaines..... | 15 |
| Sur la période 2020-2024, on constate une augmentation des effectifs de +8,8% par an en moyenne sur l'ensemble de la période. | 15 |
| | 15 |
| L'évolution 2020-2024 des recettes de fonctionnement..... | 16 |
| Zoom sur l'évolution de la fiscalité de la Commune de Moréac | 17 |
| Zoom sur l'évolution des dotations de la commune | 18 |
| Les soldes de gestion..... | 19 |
| L'évolution 2020-2024 de la section d'investissement..... | 20 |
| Zoom sur l'endettement de la commune..... | 21 |
| II. Synthèse estimative des budgets annexes..... | 22 |
| Partie 3 : Perspectives | 24 |
| Les hypothèses de projection à retenir | 25 |
| Les engagements pluriannuels envisagés en dépenses et en recettes d'investissement... | 25 |
| III. Les résultats prospectifs..... | 26 |

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue une étape impérative avant l'adoption du budget primitif pour toutes les collectivités de 3 500 habitants et plus.

Ce débat s'applique au budget principal et aux budgets annexes. Il a pour vocation d'éclairer le vote des élus sur le budget de la collectivité. Son organisation constitue une formalité substantielle destinée à préparer le débat budgétaire et à donner aux élus, en temps utile, les informations nécessaires pour leur permettre d'exercer leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget. Ainsi, toute délibération relative à l'adoption du budget qui n'aura pas été précédée d'un débat d'orientation budgétaire distinct sera entachée d'illégalité et pourra être annulée par le juge.

Le DOB doit intervenir dans un délai de 10 semaines maximum avant le vote du budget pour la maquette M57 et de deux mois maximums pour les autres maquettes budgétaires. Si aucun délai minimal n'est imposé entre le vote du débat d'orientation budgétaire et le vote du budget, le juge administratif a estimé que ce débat ne peut intervenir à une date trop proche du vote du budget (TA de Versailles, 16 mars 2001).

La loi NOTRe prévoit, pour les communes d'au moins 3 500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus et le département, la présentation d'un rapport d'orientation budgétaire qui doit comporter :

| | |
|---|--------------------|
| <i>Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;</i> | <i>Page 25</i> |
| <i>La présentation des engagements pluriannuels envisagés ;</i> | <i>Page 26</i> |
| <i>Des informations relatives à la structure et à la gestion de la dette et les perspectives pour le projet de budget*</i> | <i>Pages 21-28</i> |
| <i>Des informations relatives à la structure des effectifs ; aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération, les avantages en nature et le temps de travail*</i> | <i>Page 15</i> |
| <i>Les objectifs de la collectivité en matière d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement</i> | <i>Page 25</i> |
| <i>Les objectifs de la collectivité en matière d'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.</i> | <i>Page 27</i> |

**Éléments d'informations à mentionner pour les communes de + 10 000 habitants*

L'assemblée délibérante doit prendre acte de la tenue du DOB et de l'existence de ce rapport sur la base duquel se tient le DOB par une délibération spécifique. Cette délibération et ce rapport doivent être transmis au représentant de l'État.





Partie 1 :
Les éléments de contexte 2025

I. Le cadre général des relations État-collectivités et l'état des finances locales

La relation institutionnelle et financière entre l'État et les collectivités locales

Ces dernières années, plusieurs réformes fiscales ont redéfini le cadre des relations financières entre l'État et les collectivités. L'exonération progressive de la taxe d'habitation, compensée par une fraction de TVA, et la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), remplacée également par une fraction de TVA, ont réduit l'autonomie fiscale des collectivités en augmentant leur dépendance aux dotations de l'État. Ce transfert de ressources génère des incertitudes pour les budgets locaux, notamment face à des variations économiques imprévisibles, tout en limitant leur marge de manœuvre pour répondre aux besoins spécifiques de leurs territoires.

Dans le cadre des efforts pour maîtriser les finances publiques, l'État avait instauré, entre 2014 et 2017, les contrats de Cahors, qui visaient à encadrer l'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités les plus importantes. La loi de programmation des finances publiques 2023-2027, bien qu'elle n'impose pas de contraintes juridiquement contraignantes, fixe néanmoins un objectif ambitieux : limiter la progression des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités à un maximum de +0,5 % par an en volume. De plus, le projet de loi de finances pour 2025 prévoit une réduction globale d'au moins 10 milliards d'euros sur les budgets du bloc communal, renforçant ainsi les pressions budgétaires déjà fortes qui pèsent sur les finances locales.

Ces orientations budgétaires visent à garantir la soutenabilité des finances publiques dans un contexte de déficits croissants, mais elles placent les collectivités face à des arbitrages particulièrement complexes. Elles doivent, d'une part, respecter les objectifs nationaux de maîtrise budgétaire et, d'autre part, répondre à des attentes locales toujours plus pressantes, notamment en matière de services publics de proximité et d'investissements dans des projets structurants. Ces tensions sont d'autant plus vives dans le cadre des enjeux liés à la transition écologique, qui nécessitent des financements significatifs pour répondre aux défis climatiques et environnementaux tout en maintenant la cohésion sociale et territoriale.

L'évolution de la situation financière des collectivités

L'analyse des finances locales met en évidence une importante hétérogénéité dans la situation des collectivités territoriales. Les régions et les départements figurent parmi les plus touchés par des difficultés financières, enregistrant des baisses significatives de leurs capacités d'épargne. En revanche, le bloc communal a su améliorer son autofinancement, et ce, malgré un contexte économique tendu marqué par une inflation record en 2022 et 2023.

Les dépenses de fonctionnement ont progressé de 6,2 %, soit au-delà de l'inflation constatée sur la période (+ 4,9 %). Cette augmentation est principalement due à plusieurs facteurs, dont la revalorisation de la masse salariale, les hausses des coûts liés aux achats, et l'accroissement des dépenses d'action sociale pour répondre aux besoins croissants de la population.

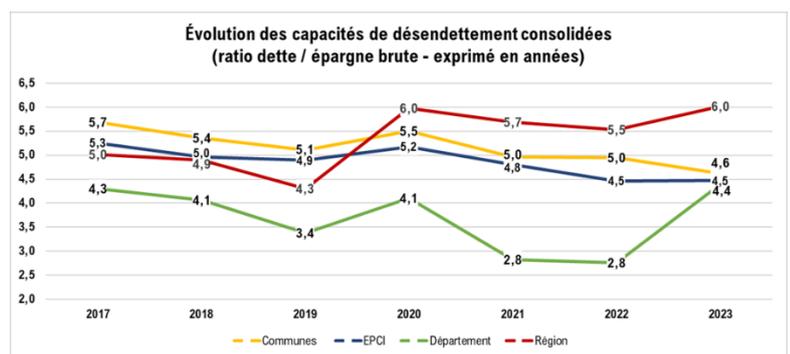
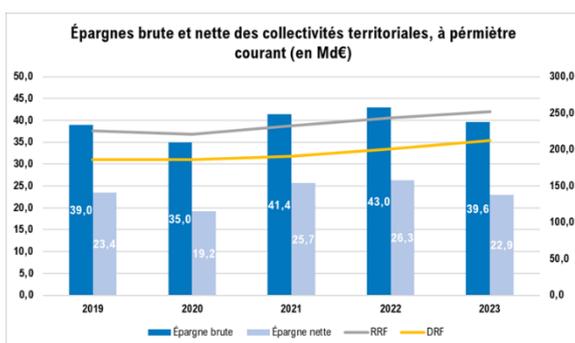
Du côté des recettes, une progression de 3,9 % a été enregistrée, soutenue par la forte revalorisation des bases fiscales (+ 7,1 %) en lien avec l'inflation. Cependant, cette dynamique a été amoindrie par une chute marquée des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), en recul de 22,3 % en raison du ralentissement de l'activité immobilière.

Cette évolution déséquilibrée entre les dépenses et les recettes a conduit à une diminution de l'épargne brute de 6,4 %. Les régions (- 5,0 %) et les départements (- 38,2 %) sont les plus concernés par cette baisse, alors que le bloc communal a réussi à afficher une progression de 5,4 %, permettant de limiter l'ampleur de ce recul global.

Malgré ces tensions, les investissements sont restés dynamiques, avec une hausse des dépenses d'investissement (hors dette) de 7,5 %, bien que cette augmentation soit en partie attribuable à l'inflation des coûts de réalisation.

Le recours à l'endettement a quant à lui été modéré. Les emprunts nouveaux ont diminué de 2,6 %, traduisant une certaine prudence des collectivités, tandis que l'encours de dette a légèrement progressé de 1,2 %. Pour répondre aux besoins de financement, certaines collectivités ont également choisi de prélever sur leur trésorerie disponible.

Ainsi, si le bloc communal fait preuve de résilience, les régions et les départements doivent faire face à des tensions financières accrues. La maîtrise des dépenses d'investissement et le recours limité à l'endettement témoignent d'une gestion prudente, mais dans un contexte économique toujours marqué par l'incertitude et l'inflation.



En 2024, les collectivités du bloc communal devraient enregistrer un repli de leur épargne brute de l'ordre de 4,4 %, après une année 2023 où celle-ci était encore en hausse. Cette évolution s'inscrit dans la continuité de l'effet de ciseau déjà observé en 2023, qui s'accentuerait cette année. Les recettes de fonctionnement connaîtraient une croissance de 3,1 %, tandis que les dépenses de fonctionnement augmenteraient plus rapidement, à hauteur de 4,8 %.

Malgré ce contexte financier tendu, les politiques d'investissement des collectivités ne seraient pas remises en cause. Une progression significative de 8,6 % des dépenses d'investissement est attendue, marquant une dynamique traditionnelle en fin de mandat. Pour financer ces investissements, un prélèvement sur le fonds de roulement devrait être observé, témoignant de l'utilisation des réserves financières disponibles.

Les collectivités devraient également avoir recours à un endettement accru pour soutenir cet effort d'investissement, avec une reprise à la hausse des emprunts. Toutefois, la progression de l'encours de dette resterait contenue, avec une augmentation limitée à 2,1 %.

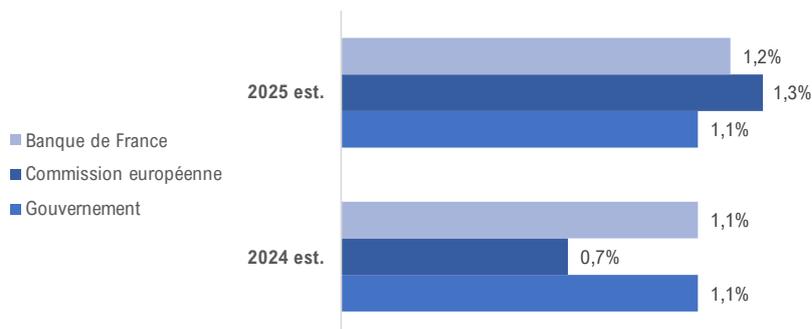
II. Les contraintes économiques, budgétaires et financières de l'État et leurs incidences sur le monde local

Les contraintes économiques, budgétaires et financières de l'État

L'État français évolue dans un contexte économique mondial marqué par une reprise modérée. La croissance mondiale, qui s'est établie à environ 3 % en moyenne annuelle en 2023, devrait se maintenir à un rythme similaire en 2024 et 2025 selon les projections du Trésor et des organisations internationales. Toutefois, la dynamique reste contrastée selon les régions. Dans la zone euro, la croissance au deuxième trimestre 2024 n'a été que de +0,2 %, traduisant des disparités importantes : l'Espagne a enregistré une croissance robuste (+2,4 % à mi-année), tandis que l'Allemagne stagne avec une croissance nulle sur la même période.

Au niveau national, après une croissance du PIB de +0,9 % en 2023, l'objectif du gouvernement fixé dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 tablait sur une croissance de 1,4 %. Les dernières prévisions pour la fin de l'année 2024 situent cependant ce chiffre autour de +1,1 %, porté principalement par une contribution extérieure positive et une demande publique stable a contrario de la consommation des ménages qui reste atone, tandis que les investissements des entreprises continuent de reculer, une tendance amorcée depuis fin 2023.

Evolution annuelle du PIB en %

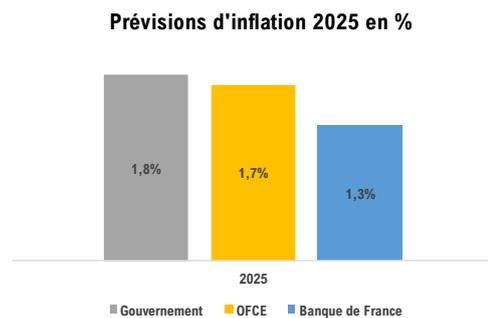


Pour rappel, le PIB est un indicateur économique permettant de mesurer la production de richesse d'un pays. Il est calculé à partir de la valeur ajoutée des entreprises et des comptes des administrations.

Pour 2025, le gouvernement prévoit une stabilisation du rythme de croissance autour de +1,1 %, en léger retrait par rapport aux prévisions de la Banque de France et de l'OCDE (+1,2 %). Toutefois, le Haut Conseil des Finances Publiques juge cette estimation optimiste, compte tenu :

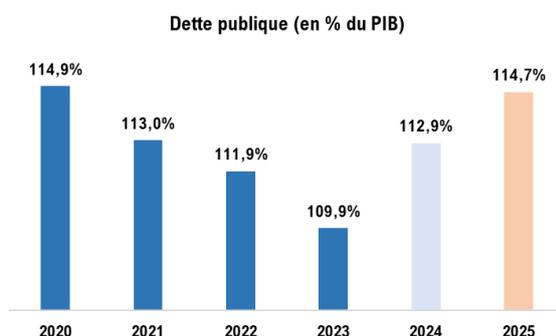
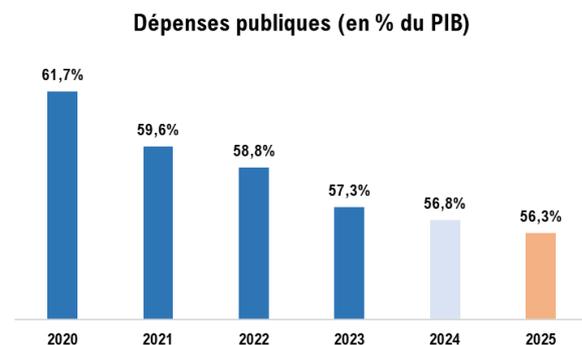
- **De l'orientation restrictive du projet de loi de finances 2025. Un projet qui se traduit par des mesures d'augmentation des prélèvements obligatoires et un repli de la demande public.**
- **D'un scénario qui retient des hypothèses de baisse du taux d'épargne des ménages et d'une reprise de l'investissement des entreprises.**

En matière d'inflation, le PLF 2024 prévoyait une hausse des prix de 2,6 %. Les chiffres récents montrent une inflation moyenne à +2,2 %, expliquée par le recul des prix du pétrole et un ralentissement de la progression des prix alimentaires (+0,5 % en septembre 2024, contre +9,7 % un an plus tôt). Pour 2025, le gouvernement table sur une inflation de 1,8 %, une estimation jugée légèrement élevée par le Haut Conseil des Finances Publiques, comparée à celle de la Banque de France (+1,3 %). Cependant, elle est proche des prévisions de l'OFCE (+1,7 %).



Concernant les finances publiques, le PLF 2025 prévoit une augmentation des dépenses de l'État de +2,1 % en valeur (+0,4 % en volume), avec un recul de leur poids dans le PIB, passant de 56,8 % en 2024 à 56,3 %.

Les recettes devraient croître de 61 milliards d'euros (+4,9 %), notamment grâce à une hausse spontanée de la TVA estimée à +2,2 %. Le déficit public, qui a atteint -6,1 % du PIB en 2024, devrait se réduire à -5,0 % en 2025.



Quant au ratio de dette publique, après une diminution de 5 points entre 2020 et 2023 (établi à 110 % du PIB), il repart à la hausse en raison d'un déficit structurel important et d'une croissance nominale plus faible. La France devient ainsi le troisième pays le plus endetté de la zone euro, derrière l'Italie et la Grèce.

Les incidences sur les collectivités locales

Ce contexte économique et budgétaire aura des répercussions significatives sur le monde local, confronté à des contraintes croissantes. La baisse des investissements des entreprises et la stagnation de la consommation des ménages risquent de limiter les ressources fiscales locales, notamment celles liées à la TVA et aux droits de mutation, déjà sensibles à l'activité économique.

Enfin, les collectivités locales devront jongler avec ces contraintes tout en répondant aux enjeux stratégiques tels que la transition écologique, les infrastructures et les besoins sociaux, dans un environnement où leur autonomie fiscale se réduit progressivement. Cela nécessite une anticipation rigoureuse et des arbitrages difficiles pour préserver leur résilience économique et territoriale.

III. Les dispositions de la loi de finances pour 2025

Après la démission du gouvernement Barnier, intervenue le 5 décembre 2024 suite au vote de la motion de censure par le Parlement, un gouvernement Bayrou a été mis en place à partir du 13 décembre 2024.

Ce gouvernement a soumis un projet de loi de finances qui a suivi le parcours d'adoption normal d'une loi de finances. Toutefois, le texte issu de la commission mixte paritaire n'a pas été voté mais adopté par la procédure prévue par l'article 49 alinéa 3 de la Constitution de 1958, qui permet l'adoption d'un texte par engagement de la responsabilité du gouvernement.

Le texte a été publié au Journal officiel le 15 février 2025 et est donc en vigueur. Ce texte réduit à 2,2 milliards d'euros la contribution au redressement du déficit public, contre 5 milliards prévus initialement dans le projet de loi de finances du gouvernement Barnier. En voici les principales dispositions :

- **Augmentation de la DGF de 150 M€, répartie comme suit :**
 - + 150 M€ pour la DSR
 - + 140 M€ pour la DSU
 - - 140 M€ pour la DF et la DSIL
- **Possibilité, pour les conseils départementaux, par dérogation à l'article 1594 D du CGI, de relever le taux de la taxe sur la publicité foncière ou du droit d'enregistrement au-delà du plafond actuel de 4,5 %, sans excéder 5 %.**
- **Maintien de l'éligibilité à la cotisation foncière des entreprises (CFE) après cessation d'activité, jusqu'à la remise en état du site.**
- **Baisse de l'indemnisation des fonctionnaires placés en congé de maladie. Ainsi, le fonctionnaire en congé de maladie perçoit, pendant trois mois, non plus l'intégralité de son traitement, mais 90 %.**

- **Gel de la compensation de TVA versée aux collectivités. La minoration du montant des recettes qui en résulte représenterait 1,2 milliard d'euros.**
- **Création d'un versement mobilité régional ponctionnant un montant correspondant à 0,5 % de la masse salariale des entreprises de plus de 11 salariés pour permettre le financement des trains régionaux.**
- **Création du "dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales" (DILICO) (concerne 2 099 collectivités pour un effort global d'1 Md€).**

La commune de Moréac pouvant être éligible DILICO, nous vous faisons une présentation plus détaillée.

Pour être éligible au DILICO, un indice synthétique est calculé pour l'ensemble des communes de France. Cet indice intègre à 75 % le potentiel financier par habitant et à 25 % le revenu moyen par habitant du territoire. Les communes ayant un indice supérieur à 110 % seront éligibles au DILICO.

D'après nos projections internes, la commune de Moréac serait contributrice à hauteur de 26 878 euros. Elle serait donc prélevée de ce montant sur les douzièmes de fiscalité mensuels, puis ce montant lui serait reversé sur les trois années suivantes, à hauteur d'un tiers par an sur la base des 90%. Ce reversement serait néanmoins conditionné au maintien du dispositif en 2026 (à revoir sur le PLF 2026).

- **Fonds vert : Baisse du montant de l'AE à 1,15 Md€ (1,350 Md€ en 2024), l'enveloppe de CP reste stable.**
- **Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) : Baisse de 145 M€, soit une enveloppe de 425 millions d'euros au total.**



**Partie 2 :
Etude financière, fiscale et
organisationnelle**

I. Synthèse financière et fiscale du budget principal

Un compte administratif prévisionnel qui laisse apparaître des excédents sur l'exercice

Un fonds de roulement en particulièrement élevé

Le Fonds de roulement de la commune correspond à **sa trésorerie disponible au moment de la clôture de l'exercice**.

- Le fonds de roulement se décompose entre :
 - Le résultat de fonctionnement
 - Le résultat d'investissement

Sur la période 2020-2023, le fonds de roulement de la commune augmente de manière continue et significative (+13,1 % par an). En 2024, il enregistre une légère diminution de 80 k€, tout en restant à un niveau comparable à celui de 2023. À la fin de l'exercice 2024, le fonds de roulement s'établit à 20 623 k€, offrant à la commune une capacité d'autofinancement élevée pour ses investissements futurs.

Cette évolution s'explique principalement par un excédent de la section d'investissement, qui contribue à hauteur de 19 211 k€, ainsi qu'un excédent de la section de fonctionnement, qui y participe à hauteur de 1 412 k€.

| En k€ | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses de fonctionnement | 2 553 | 2 720 | 2 905 | 3 463 | 4 108 |
| Recettes de fonctionnement | 5 042 | 5 143 | 4 823 | 5 474 | 5 520 |
| Résultat de fonctionnement hors reports | 2 490 | 2 423 | 1 918 | 2 011 | 1 412 |
| Reports N-1 | 334 | 0 | 0 | 99 | 0 |
| Résultat de fonctionnement (hors RAR) | 2 824 | 2 423 | 1 918 | 2 111 | 1 412 |
| Dépenses d'investissement | 3 088 | 1 695 | 1 811 | 2 290 | 2 406 |
| Recettes d'investissement | 3 716 | 4 275 | 3 451 | 3 459 | 3 024 |
| Résultat d'investissement hors reports | 629 | 2 580 | 1 641 | 1 169 | 618 |
| Reports N-1 | 10 847 | 11 476 | 14 056 | 17 424 | 18 593 |
| Résultat d'investissement (hors RAR) | 11 476 | 14 056 | 15 697 | 18 593 | 19 211 |
| Résultat total hors reports | 3 119 | 5 003 | 3 559 | 3 180 | 2 030 |
| Résultat total hors RAR (FDR au 31/12) | 14 300 | 16 479 | 17 615 | 20 703 | 20 623 |
| Détail restes à réaliser de dépenses | 1 439 | 371 | 288 | 1 609 | 1 488 |
| Détail restes à réaliser de recettes | 0 | 0 | 25 | 25 | 41 |
| Résultat (RAR compris) | 12 861 | 16 109 | 17 351 | 19 119 | 19 175 |

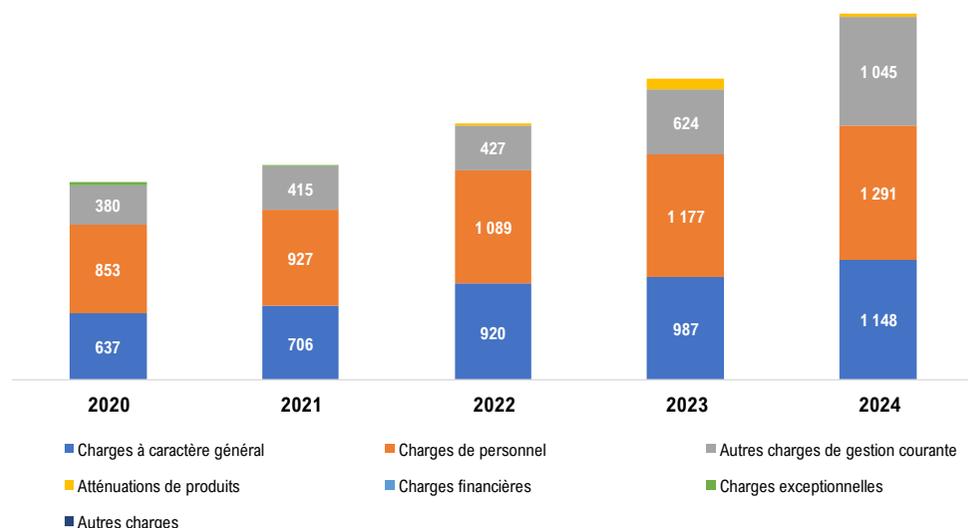
L'évolution 2020-2024 des dépenses de fonctionnement

| En K€ | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Charges à caractère général | 637 | 706 | 920 | 987 | 1 148 |
| Charges de personnel | 853 | 927 | 1 089 | 1 177 | 1 291 |
| Autres charges de gestion courante | 380 | 415 | 427 | 624 | 1 045 |
| Atténuations de produits | 0 | 0 | 26 | 100 | 29 |
| Dépenses de gestion courante | 1 870 | 2 049 | 2 463 | 2 888 | 3 513 |
| Charges exceptionnelles | 30 | 4 | 2 | 100 | 0 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 1 900 | 2 053 | 2 465 | 2 987 | 3 513 |
| Dépenses d'ordre | 653 | 667 | 440 | 476 | 595 |
| Dépenses totales de fonctionnement | 2 553 | 2 720 | 2 905 | 3 463 | 4 108 |

| Evolution en volume (en K€) | | | | |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|
| 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| -67 | 69 | 214 | 66 | 162 |
| 51 | 74 | 162 | 88 | 114 |
| -8 | 36 | 11 | 197 | 421 |
| 0 | 0 | 26 | 74 | -71 |
| -24 | 179 | 414 | 425 | 625 |
| 28 | -26 | -2 | 98 | -99 |
| 4 | 153 | 412 | 523 | 526 |
| 252 | 14 | -227 | 35 | 119 |
| 256 | 167 | 185 | 558 | 645 |

| Evolution en % | | | | |
|----------------|------------|------------|------------|------------|
| 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| -9% | 11% | 30% | 7% | 16% |
| 6% | 9% | 18% | 8% | 10% |
| -2% | 9% | 3% | 46% | 67% |
| | | | 280% | -71% |
| -1% | 10% | 20% | 17% | 22% |
| 1271% | -86% | -50% | 4805% | -100% |
| 0% | 8% | 20% | 21% | 18% |
| 63% | 2% | -34% | 8% | 25% |
| 11% | 7% | 7% | 19% | 19% |

Structure des dépenses réelles de fonctionnement (en K€)



Les dépenses de fonctionnement de la commune atteignent 4 108 k€ sur l'exercice 2024 au regard des derniers arrêtés comptables.

Les dépenses réelles de fonctionnement ont fortement augmenté en 2024 (+19 %). Cette croissance s'explique principalement par :

- Une augmentation des charges de gestion courante de 421 k€, due à l'intégration dans le budget principal du déficit d'un budget annexe à hauteur de 529 k€. Hors cette intégration, le chapitre aurait connu une baisse par rapport à 2023, année qui intégrait déjà un déficit de budget annexe.
- Une hausse des charges de personnel de 114 k€
- Une augmentation des charges à caractère général de 162 k€, principalement liée à la hausse des dépenses énergétiques :
 - 89 k€ pour l'électricité
 - 41 k€ pour le combustible

Sur la période 2020-2024, les dépenses réelles conservent une structuration relativement stable :

- Les dépenses de personnel représentent 37 % des dépenses en 2024
- Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante représentent respectivement 33 % et 30 % des dépenses en 2024

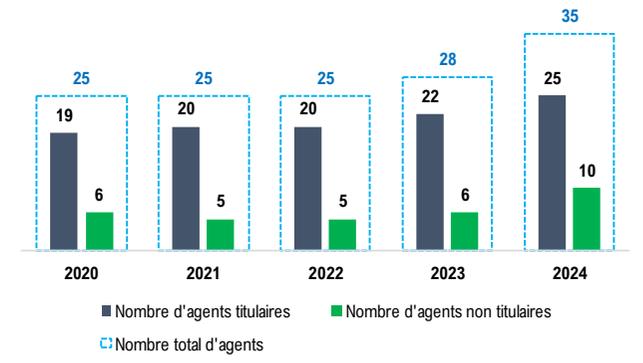
L'augmentation exceptionnelle des charges à caractère général explique en partie cette évolution marquée des dépenses de fonctionnement en 2024.

Zoom sur la politique en matière de ressources humaines

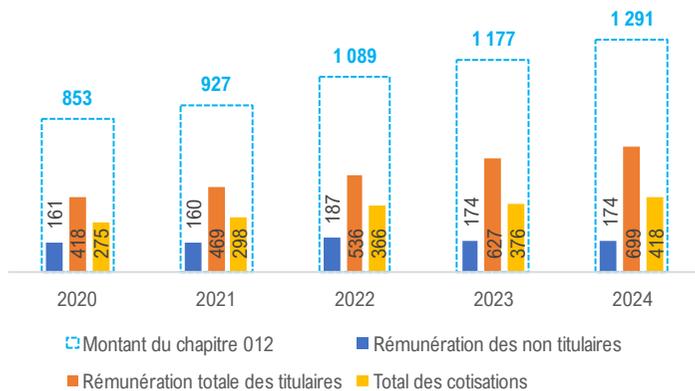
Sur la période 2020-2024, on constate une augmentation des effectifs de +8,8% par an en moyenne sur l'ensemble de la période.

En 2024, les effectifs de la commune sont de 35 ETP. Une augmentation de 7 ETP qui est l'augmentation la plus importante sur la période. Parmi ces 7 ETP, 3 sont des agents titulaires et 4 est non titulaire.

Nombre d'agents par année (en ETP)



Evolution des principaux postes du chapitre 012 (en k€)



Le chapitre 012 de la section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses relatives aux personnels de la collectivité. En 2024, il s'établit à 1 291 k€ ; soit une augmentation de +114 k€ comparativement à 2023. Cette augmentation s'explique par la progression naturelle liée au GVT (glissement vieillesse technicité) ainsi que par le recrutement de nouveaux agents lié, essentiellement, au pôle culturel (2), à l'urbanisme (1), et à la jeunesse (1). Cette charge représente 37% des dépenses de fonctionnement de la commune.

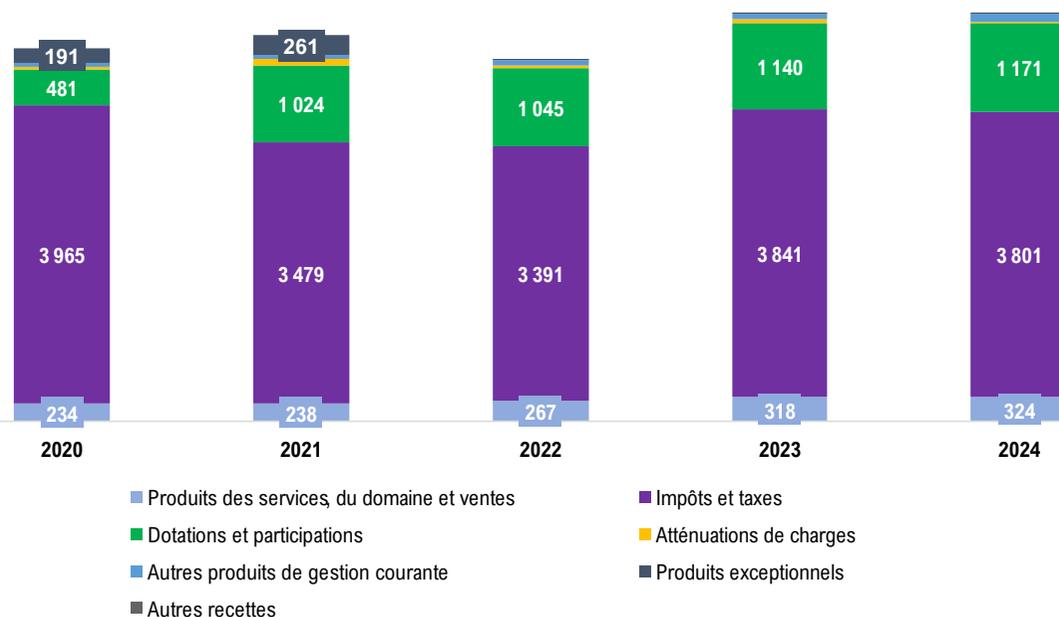
L'évolution 2020-2024 des recettes de fonctionnement

| En K€ | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Produits des services, du domaine et ventes | 234 | 238 | 267 | 318 | 324 |
| Impôts et taxes | 3 965 | 3 479 | 3 391 | 3 841 | 3 801 |
| Dotations et participations | 481 | 1 024 | 1 045 | 1 140 | 1 171 |
| Atténuations de charges | 46 | 79 | 34 | 52 | 19 |
| Autres produits de gestion courante | 52 | 53 | 72 | 78 | 102 |
| Recettes de gestion courante | 4 778 | 4 873 | 4 808 | 5 430 | 5 418 |
| Produits exceptionnels | 191 | 261 | 5 | 7 | 20 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 4 969 | 5 134 | 4 813 | 5 437 | 5 438 |
| Recettes d'ordre | 74 | 9 | 10 | 37 | 82 |
| Recettes totales de fonctionnement | 5 042 | 5 143 | 4 823 | 5 474 | 5 520 |

| Evolution en volume (en K€) | | | | |
|-----------------------------|------------|-------------|------------|------------|
| 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| 22 | 4 | 29 | 51 | 6 |
| 27 | -486 | -88 | 450 | -40 |
| -21 | 543 | 20 | 95 | 32 |
| 11 | 33 | -45 | 18 | -32 |
| -6 | 1 | 19 | 7 | 24 |
| 33 | 96 | -65 | 621 | -12 |
| 190 | 70 | -256 | 3 | 13 |
| 222 | 165 | -321 | 624 | 1 |
| 63 | -65 | 1 | 27 | 45 |
| 286 | 101 | -320 | 651 | 46 |

| Evolution en % | | | | |
|----------------|-----------|------------|------------|-----------|
| 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| 10% | 2% | 12% | 19% | 2% |
| 1% | -12% | -3% | 13% | -1% |
| -4% | 113% | 2% | 9% | 3% |
| 31% | 73% | -57% | 53% | -62% |
| -11% | 2% | 35% | 9% | 30% |
| 1% | 2% | -1% | 13% | 0% |
| 14461% | 36% | -98% | 52% | 171% |
| 5% | 3% | -6% | 13% | 0% |
| 631% | -88% | 10% | 282% | 120% |
| 6% | 2% | -6% | 14% | 1% |

Structure des recettes réelles de fonctionnement (en K€)



Les recettes réelles de fonctionnement ont connu une croissance de +2,3 % sur la période 2020-2024.

Cette évolution est principalement portée par :

- Une forte dynamique des dotations et participations (+24,9 % par an en moyenne sur la période).
- Une progression des produits des services (+8,5 % par an en moyenne), principalement due à l'augmentation des redevances des services périscolaires (restaurant scolaire), en hausse de +14,4 % sur la période.

À l'inverse, le chapitre des impôts et taxes affiche une baisse moyenne de -1,0 % par an sur la période principalement en raison de la réduction des DMTO.

La structure des recettes est restée stable au fil des années. En 2024, elles se répartissent ainsi :

- 70% des recettes issues des impôts et taxes,
- 22% des dotations,
- 6% des produits des services.

Zoom sur l'évolution de la fiscalité de la Commune de Moréac

| K€ | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Bases nettes TH (THRS dès 2021) | 3 036 | 192 | 196 | 207 | 195 |
| <i>Evolution</i> | + 1,08% | - 93,68% | + 2,03% | + 5,61% | - 5,74% |
| Taux TH | 10,09% | 10,09% | 10,09% | 10,09% | 10,09% |
| Produit de TH (THRS dès 2021) | 306 | 19 | 20 | 21 | 20 |
| Bases FB | 6 206 | 4 593 | 4 768 | 5 253 | 5 531 |
| <i>Evolution</i> | + 1,4% | - 26,0% | + 3,8% | + 10,2% | + 5,3% |
| Taux FB | 16,58% | 31,84% | 31,84% | 31,84% | 31,84% |
| Produit FB | 1 029 | 1 463 | 1 516 | 1 669 | 1 759 |
| Bases FNB | 276 | 278 | 287 | 309 | 325 |
| <i>Evolution</i> | + 0,9% | + 0,6% | + 3,4% | + 7,1% | + 5,4% |
| Taux FNB | 39,60% | 39,60% | 39,60% | 39,60% | 39,60% |
| Produit FNB | 109 | 110 | 115 | 122 | 129 |
| Produit fiscal direct "ménages" | 1 445 | 1 592 | 1 650 | 1 812 | 1 907 |
| | + 1,3% | + 10,2% | + 3,7% | + 9,8% | + 5,2% |
| FNGIR | 450,1 | 450,1 | 450,1 | 450,1 | 450,1 |
| DCRTP | | 232,2 | 232,2 | 232,2 | 230,5 |
| Allocations compensatrices | 46,7 | 580,4 | 599,7 | 681,4 | 710,2 |
| Coefficient Correcteur | | -619 | -653 | -726 | -761 |
| TOTAL APRES COEFFICIENT CORRECTEUR | 1 942 | 2 236 | 2 280 | 2 450 | 2 537 |

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Taux de TFPB de la commune | 16,58% | 31,84% | 31,84% | 31,84% | 31,84% |
| <i>Taux moyen de la strate</i> | <i>18,97%</i> | <i>37,38%</i> | <i>37,76%</i> | <i>38,06%</i> | |
| Taux moyens communaux national | 21,59% | 36,88% | 37,72% | 39,42% | |
| Taux moyens communaux départemental | 22,89% | 38,17% | 38,53% | 38,96% | |
| Taux de FNB de la commune | 39,60% | 39,60% | 39,60% | 39,60% | 39,60% |
| <i>Taux moyen de la strate</i> | <i>48,55%</i> | <i>49,10%</i> | <i>49,16%</i> | <i>50,13%</i> | |
| Taux moyens communaux national | 49,72% | 49,79% | 50,14% | 50,82% | |
| Taux moyens communaux départemental | 49,45% | 49,44% | 49,00% | 49,92% | |
| Taux de TH de la commune | 10,09% | 10,09% | 10,09% | 10,09% | 10,09% |
| <i>Taux moyen de la strate</i> | <i>14,27%</i> | <i>14,60%</i> | <i>14,68%</i> | <i>14,80%</i> | |
| Taux moyens communaux national | | | | 24,50% | |
| Taux moyens communaux départemental | | | | 23,84% | |

Le produit de la fiscalité directe locale perçu par la commune s'établit à 2 537k€ en 2024, enregistrant une croissance annuelle moyenne de +6,9 % sur la période 2020-2024.

La dynamique de la fiscalité des ménages s'explique principalement par un effet base, la commune ayant maintenu ses taux d'imposition tout au long de la période d'étude (à l'exception de la part départementale du foncier bâti, transférée lors de la suppression de la taxe d'habitation).

Cette évolution résulte en grande partie de la revalorisation forfaitaire annuelle des bases, plutôt que d'une progression physique de celles-ci. Toutefois, on note une augmentation physique significative des bases du foncier bâti, avec une croissance moyenne de +1,6 % par an entre 2022 et 2024.

Les taux de fiscalité s'établissent à :

- 16,58% au titre de la taxe sur le foncier bâti jusqu'en 2020 puis à 31,84% à partir de 2021 considérant la réforme de la fiscalité locale et l'intégration de la part du taux départemental
- 39,60% au titre de la taxe sur le foncier non bâti

Pour rappel, la commune ne perçoit plus la Taxe d'Habitation sur les résidences principales depuis 2021, mais continue d'en percevoir sur les résidences secondaires.

En 2023, les taux des trois taxes communales de Moréac sont inférieurs aux taux moyens appliqués par les communes de la même strate, les communes du département et les communes au niveau national.

Zoom sur l'évolution des dotations de la commune

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) qui se décompose en 3 parts :

- La Dotation Forfaitaire
- La Dotation Nationale de Péréquation
- La Dotation de Solidarité Rurale

La commune de Moréac ne perçoit que 1 dotations sur 3 au titre de sa DGF, à savoir la Dotation de Solidarité Rurale.

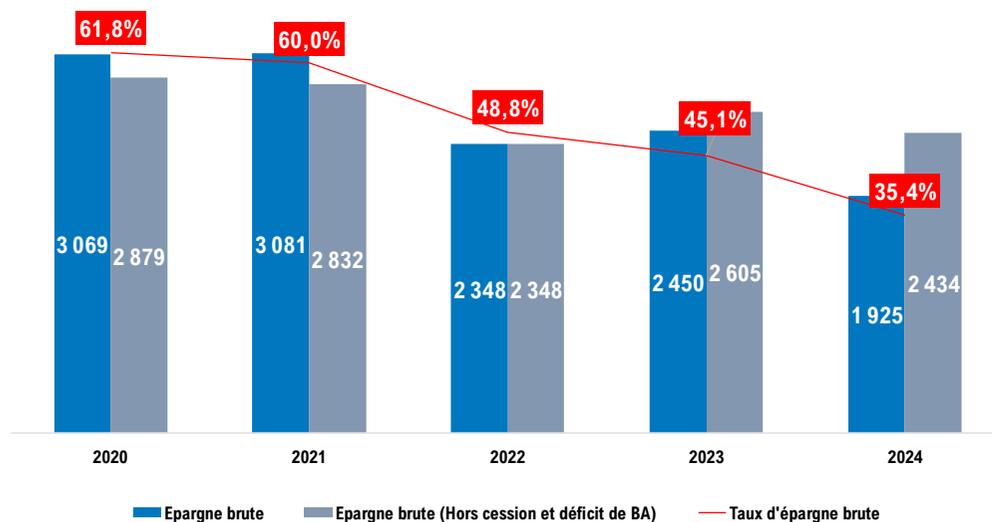
La Dotation de Solidarité Rurale a fortement augmenté en raison de la progression de l'enveloppe normée allouée par l'État, qui progresse chaque année et qui vient ainsi augmenter la part affectée à chaque collectivité répondant aux critères d'éligibilité.

En 2024, la DGF représente 3,4% des recettes de fonctionnement.

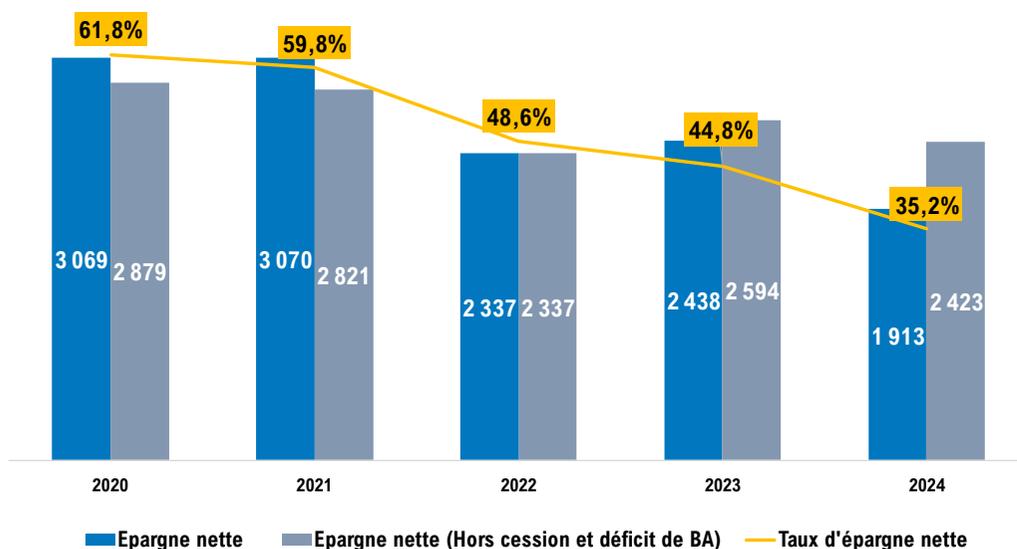
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| DGF | 141 122 € | 151 097 € | 151 919 € | 177 799 € | 182 827 € |
| DF | - | - | - | - | - € |
| <i>Evolution en volume</i> | - | - | - | - | - |
| DNP | - | - | - | - | - |
| <i>Evolution en volume</i> | - | - | - | - | - |
| DSR | 141 122 € | 151 097 € | 151 919 € | 177 799 € | 182 827 € |
| <i>DSR préréquation</i> | <i>82 833</i> | <i>84 140</i> | <i>84 659</i> | <i>99 085</i> | <i>110 930</i> |
| <i>DSR Cible</i> | - | - | - | - | - |
| <i>DSR Bourg centre</i> | <i>58 289</i> | <i>66 957</i> | <i>67 260</i> | <i>78 714</i> | <i>71 897</i> |
| <i>Evolution en volume</i> | <i>11 726</i> | <i>9 975</i> | <i>822</i> | <i>25 880</i> | <i>5 028</i> |

Les soldes de gestion

Evolution de l'épargne brute(en K€)



Evolution de l'épargne nette (en K€)



L'Épargne brute résulte de la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement.

L'épargne brute représente le socle de la richesse financière. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette.

En 2024, la commune enregistre une baisse de son épargne brute par rapport à 2023. Cette évolution s'explique par une progression des dépenses plus rapide que celle des recettes.

En effet, entre 2023 et 2024, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de +526 k€, tandis que les recettes n'ont progressé que de +1 k€.

Si l'on considère uniquement l'épargne brute retraitée, on observe une baisse régulière, à l'exception de 2022.

Le taux d'épargne brute demeure cependant à un niveau très élevé : 35,4 % en 2024, malgré une diminution de 9,7 points de pourcentage par rapport à 2023.

L'épargne nette suit une tendance similaire, représentant 35,2 % des recettes de fonctionnement en 2024, contre 44,8 % en 2023.

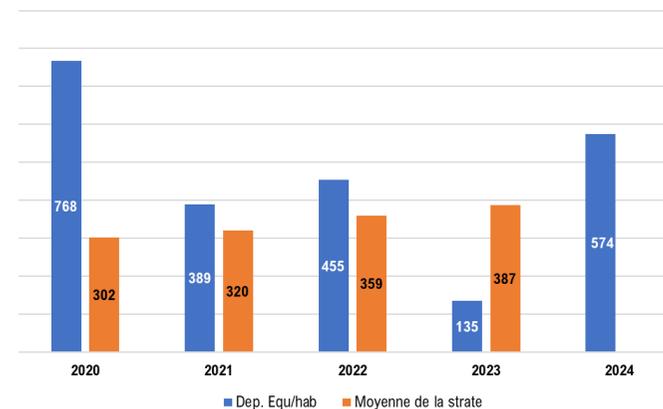
Épargne nette résulte de la différence entre l'épargne brute dégagée de la section de fonctionnement auquel on retranche le remboursement du capital de la dette.

L'évolution 2020-2024 de la section d'investissement

Le tableau suivant met en évidence les modalités de financement dont dispose une commune pour financer ses investissements. Elle part ainsi des **dépenses d'investissement** engagées chaque année à laquelle elle déduit, les **recettes d'investissement** hors dette ; c'est-à-dire les subventions perçues ; pour identifier sa **charge nette d'investissement**. Cette dernière représente la charge d'investissement que la commune doit annuellement couvrir soit en utilisant à **son épargne brute dégagée** de la section de fonctionnement, soit en mobilisant **le fonds de roulement** ou encore, **en mobilisant l'emprunt** si les deux premiers moyens (épargne et fonds de roulement) de financement ne suffisent pas.

| En k€ | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dépenses d'investissement hors dette | 2 992 | 1 666 | 1 785 | 2 218 | 2 231 |
| <i>dont dépenses d'équipement brut</i> | 2 981 | 1 522 | 1 759 | 441 | 2 200 |
| <i>dont autres dépenses</i> | 11 | 144 | 26 | 1 777 | 31 |
| Recettes d'investissement hors dette | 581 | 662 | 584 | 1 042 | 237 |
| <i>dont subventions et dotations</i> | 577 | 635 | 581 | 1 041 | 235 |
| <i>Autres recettes</i> | 4 | 27 | 3 | 1 | 2 |
| Charge nette d'investissement | 2 410 | 1 003 | 1 202 | 1 176 | 1 994 |
| Epargne brute | 3 069 | 3 081 | 2 348 | 2 450 | 1 925 |
| <i>Epargne nette</i> | 3 069 | 3 070 | 2 337 | 2 438 | 1 913 |
| Variation du fond de roulement | 659 | 2 179 | 1 135 | 1 262 | -81 |
| <i>Fonds de roulement au 01/01</i> | 13 641 | 14 300 | 16 479 | 19 441 | 20 703 |
| <i>Fonds de roulement au 31/12</i> | 14 300 | 16 479 | 17 615 | 20 703 | 20 623 |
| Variation de la dette | 0 | 101 | -11 | -11 | -11 |
| <i>Remboursement du capital de la dette</i> | 0 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| <i>Emprunt</i> | 0 | 112 | 0 | 0 | 0 |

Évolution des dépenses d'équipement (en €/hab.)



L'analyse des dépenses d'investissement sur la période 2020-2024 met en évidence un niveau modéré d'investissement. Les dépenses d'équipement ont dépassé 1 500 k€ chaque année, à l'exception de 2023. Cette année constitue un cas particulier, car la commune a reversé 1 727 k€ de l'excédent d'investissement du budget annexe assainissement à CMC.

Si l'on rapporte ces dépenses à l'habitant, on constate que la commune affiche un investissement moyen par habitant supérieur aux communes de même strate.

Un point d'attention est à relever sur l'exercice 2023 : Sur les 1 041k€ de subventions et dotations, 721k€ sont fléchés sur de la subvention mais 631k€ correspondent à une soulte versée par le Département au titre du transfert de voirie.

Après retraitement de cette soulte, le taux de subventionnement s'établit en moyenne à 8% sur la période.

La commune a totalement autofinancé le solde de la charge d'investissement en utilisant son épargne brute dégagée de la section de fonctionnement et son fonds de roulement d'investissement. Un seul emprunt a été contracté au titre des travaux de l'ALSH pour permettre une subvention de la CAF.

Enfin, on constate que malgré l'autofinancement de cette charge nette, la commune abonde son fonds de roulement sauf en 2024. Fin 2024, ce dernier s'établit à 20 623k€.

Zoom sur l'endettement de la commune

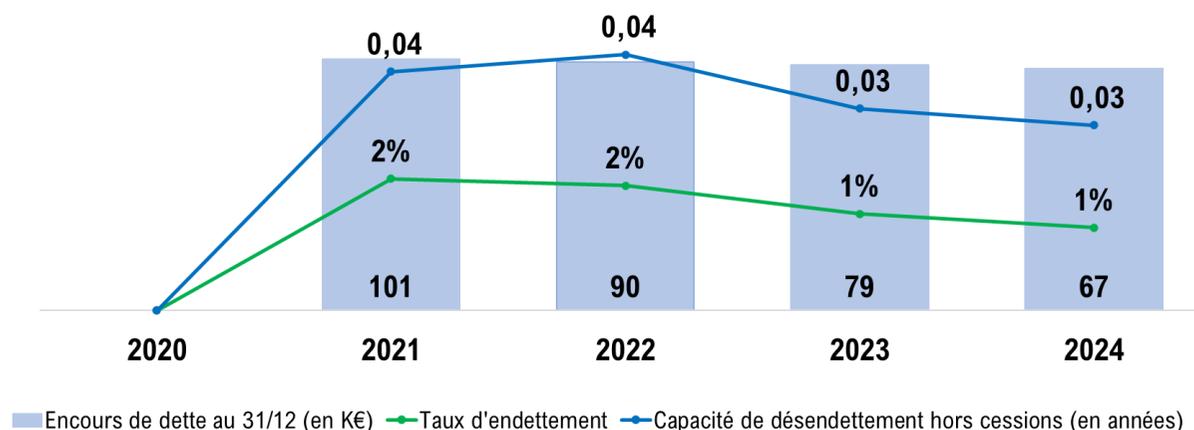
La commune dispose d'un seul emprunt contracté en 2018 auprès de la CAF, mais encaissé à partir de 2021 pour un montant de 112 400€.

Néanmoins, cet emprunt dispose de caractéristiques particulières puisqu'il a été contracté au titre de travaux de rénovation de l'ALSH pour permettre de recevoir une subvention de la CAF.

Cet emprunt **dispose d'une annuité constante de 11 240€ par an sur une durée de 7,5 années.**

Fin 2024, l'encours de dette s'établit ainsi à 66 440€.

Evolution de l'endettement



La Commune dispose d'un encours de dette quasi-nul. Par ailleurs, compte tenu de son épargne brute dégagée, la commune bénéficie d'une capacité de désendettement nulle et d'une capacité d'emprunt importante pour le financement de ses investissements futurs.

II. Synthèse estimative des budgets annexes

A noter que le budget annexe de la Sittelle n'est pas renseigné ici car aucun flux n'a été comptabilisé en 2024.

| Energies photovoltaïques de Moréac | CA 2024 est. |
|------------------------------------|-------------------|
| <i>Dépenses réelles</i> | 415,36 € |
| <i>Dépenses d'ordre</i> | 1 350,50 € |
| Dépenses de fonctionnement | 1 765,86 € |
| <i>Recettes réelles</i> | - € |
| <i>Recettes d'ordre</i> | 1 666,67 € |
| Recettes de fonctionnement | 1 666,67 € |
| Solde de fonctionnement | - 99,19 € |
| <i>Dépenses réelles</i> | - € |
| <i>Dépenses d'ordre</i> | 1 666,67 € |
| Dépenses d'investissement | 1 666,67 € |
| <i>Recettes réelles</i> | - € |
| <i>Recettes d'ordre</i> | 1 350,50 € |
| Recettes d'investissement | 1 350,50 € |
| Solde d'investissement | - 316,17 € |
| Résultat total 2024 | - 415,36 € |

| Résidence de la Sapinière | CA 2024 est. |
|-----------------------------------|---------------------|
| <i>Dépenses réelles</i> | - € |
| <i>Dépenses d'ordre</i> | - € |
| Dépenses de fonctionnement | - € |
| <i>Recettes réelles</i> | 529 539,83 € |
| <i>Recettes d'ordre</i> | - € |
| Recettes de fonctionnement | 529 539,83 € |
| Solde de fonctionnement | 529 539,83 € |
| <i>Dépenses réelles</i> | - € |
| <i>Dépenses d'ordre</i> | - € |
| Dépenses d'investissement | - € |
| <i>Recettes réelles</i> | - € |
| <i>Recettes d'ordre</i> | - € |
| Recettes d'investissement | - € |
| Solde d'investissement | - € |
| Résultat total 2024 | 529 539,83 € |

| Résidence des poètes 2 | CA 2024 est. |
|-----------------------------------|-------------------|
| <i>Dépenses réelles</i> | 2 304,00 € |
| <i>Dépenses d'ordre</i> | - € |
| Dépenses de fonctionnement | 2 304,00 € |
| <i>Recettes réelles</i> | 0,20 € |
| <i>Recettes d'ordre</i> | 2 304,00 € |
| Recettes de fonctionnement | 2 304,20 € |
| Solde de fonctionnement | 0,20 € |
| <i>Dépenses réelles</i> | - € |
| <i>Dépenses d'ordre</i> | - € |
| Dépenses d'investissement | - € |
| <i>Recettes réelles</i> | - € |
| <i>Recettes d'ordre</i> | - € |
| Recettes d'investissement | - € |
| Solde d'investissement | - € |
| Résultat total 2024 | 0,20 € |

| Résidence - La clé des champs | CA 2024 est. |
|-----------------------------------|-----------------------|
| <i>Dépenses réelles</i> | 346 549,79 € |
| <i>Dépenses d'ordre</i> | 184 552,25 € |
| Dépenses de fonctionnement | 531 102,04 € |
| <i>Recettes réelles</i> | 0,05 € |
| <i>Recettes d'ordre</i> | 529 902,16 € |
| Recettes de fonctionnement | 529 902,21 € |
| Solde de fonctionnement | - 1 199,83 € |
| <i>Dépenses réelles</i> | - € |
| <i>Dépenses d'ordre</i> | 529 902,16 € |
| Dépenses d'investissement | 529 902,16 € |
| <i>Recettes réelles</i> | - € |
| <i>Recettes d'ordre</i> | 184 552,25 € |
| Recettes d'investissement | 184 552,25 € |
| Solde d'investissement | - 345 349,91 € |
| Résultat total 2024 | - 346 549,74 € |

Synthèse

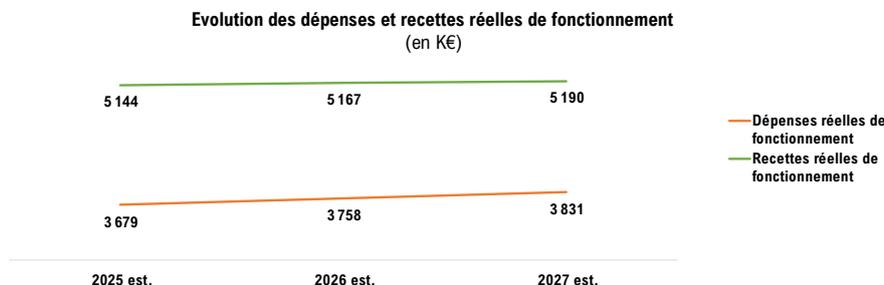
La commune présente pour l'année 2024, **des ratios budgétaires et financiers particulièrement positifs**. En effet, l'épargne et le fonds de roulement sont à des niveaux très importants et le niveau d'endettement est quasi nul. Les principaux indicateurs financiers et budgétaires de la commune sont très élevés comparativement aux communes de même strate de population.

La commune dispose des moyens financiers solides pour poursuivre un investissement soutenu tout en s'assurant des impacts que ces derniers pourraient entraîner sur les charges de fonctionnement et donc sur le niveau d'épargne de la commune.

Partie 3 : Perspectives

Les hypothèses de projection à retenir

Sur la base de l'analyse rétrospective, nous avons projetés la situation financière à l'horizon 2027 en intégrant les impacts financiers des projets à venir et l'inflation. Ainsi, il en ressort une perspective d'évolution de la section de fonctionnement suivante :



Les engagements pluriannuels envisagés en dépenses et en recettes d'investissement

La commune de Moréac dispose d'un PPI construit sur la période 2024-2028 et qui s'établit à date à 17 400 k€ TTC.

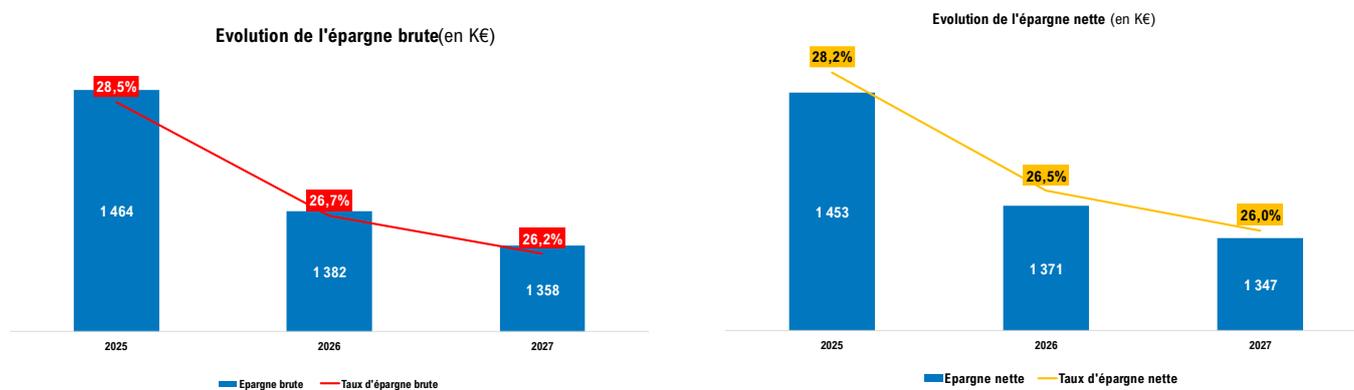
| PROJETS | Coût estimé total en € TTC | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|----------------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| PROJETS STRUCTURANTS | | | | | | |
| Construction d'un Pôle culturel | 7 986 669 | 159 707 | 399 360 | 2 955 068 | 4 472 535 | - |
| Aménagement du cœur de bourg | 3 064 037 | 103 980 | 111 055 | 1 128 271 | 1 720 731 | - |
| Extension de la garderie | 420 000 | - | 60 000 | 180 000 | 180 000 | - |
| Construction d'une annexe au Pôle santé | 600 000 | - | 60 000 | 540 000 | - | - |
| Restauration de l'église Saint-Cyr | 1 233 389 | - | 153 389 | 240 000 | 360 000 | 480 000 |
| Acquisition / Démolition pour construction de logements sociaux | 480 000 | - | 60 000 | 240 000 | 180 000 | - |
| Démolition de deux maisons 8 et 8 bis | 97 200 | - | 97 200 | - | - | - |
| Rénovation maison Eonnet | 312 000 | - | 312 000 | - | - | - |
| Déplacement du distributeur automatique de billets et aménagement nouveau local | 30 000 | - | - | 30 000 | - | - |
| Rénovation ALSH (Petits) | 240 000 | - | - | 120 000 | 120 000 | - |
| Implantation d'ombrières sur deux parkings | 1 288 800 | - | 1 288 800 | - | - | - |
| PROJETS D'EQUIPEMENTS | | | | | | |
| Installation de la vidéoprotection | 150 000 | - | 150 000 | - | - | - |
| Construction d'un skate-park | 461 082 | 3 282 | 457 800 | - | - | - |
| Construction d'un local chasse (Gros-œuvre) | 129 600 | - | 129 600 | - | - | - |
| Installation d'un WC public | 54 000 | - | 54 000 | - | - | - |
| Installation de nouveaux jeux pour enfants au plan d'eau | 36 876 | 1 906 | 34 970 | - | - | - |
| Achats de matériels et équipements | 204 000 | - | 162 000 | 30 000 | 6 000 | 6 000 |
| PROJETS DE RENOVATION | | | | | | |
| Aménagement du réseau d'EU pour complexe sportif Alfred le Biavant | 60 000 | 60 000 | - | - | - | - |
| Extension réseau d'eaux pluviales rue de Kerlann | 9 600 | - | 9 600 | - | - | - |
| Réfection de la salle des sports du Parco | 273 678 | - | 273 678 | - | - | - |
| Reprise de l'étanchéité de la toiture du restaurant scolaire | 144 000 | - | 144 000 | - | - | - |
| Sécurisation des rues de Kerlann, Bourgneuf, Le Guernic | 87 600 | - | 87 600 | - | - | - |
| Ravalement peinture intérieure de l'école publique | 14 400 | - | 14 400 | - | - | - |
| Lasurage du bardage bois de l'école publique | 6 000 | - | 6 000 | - | - | - |
| Ravalement extérieur restaurant scolaire | 18 000 | - | 18 000 | - | - | - |
| TOTAL | 17 400 931 | 328 874 | 4 083 452 | 5 463 339 | 7 039 266 | 486 000 |

En parallèle de son autofinancement propre, nous projeterons un taux de subventionnement de 10% sur l'ensemble des projets.

III. Les résultats prospectifs

L'évolution de l'épargne

Sur la base des projections de fonctionnement, la commune verrait son épargne s'éroder en raison d'une augmentation des dépenses (+2,0 % par an en moyenne) plus rapide que celle des recettes (+0,4 % par an en moyenne). **En 2027, l'épargne brute serait de 1 358k€.** Par ailleurs, la commune n'ayant pas besoin de mobiliser l'emprunt, l'épargne nette suivrait la même tendance et s'établirait à **1 347k€ fin 2027.**



La capacité d'investissement

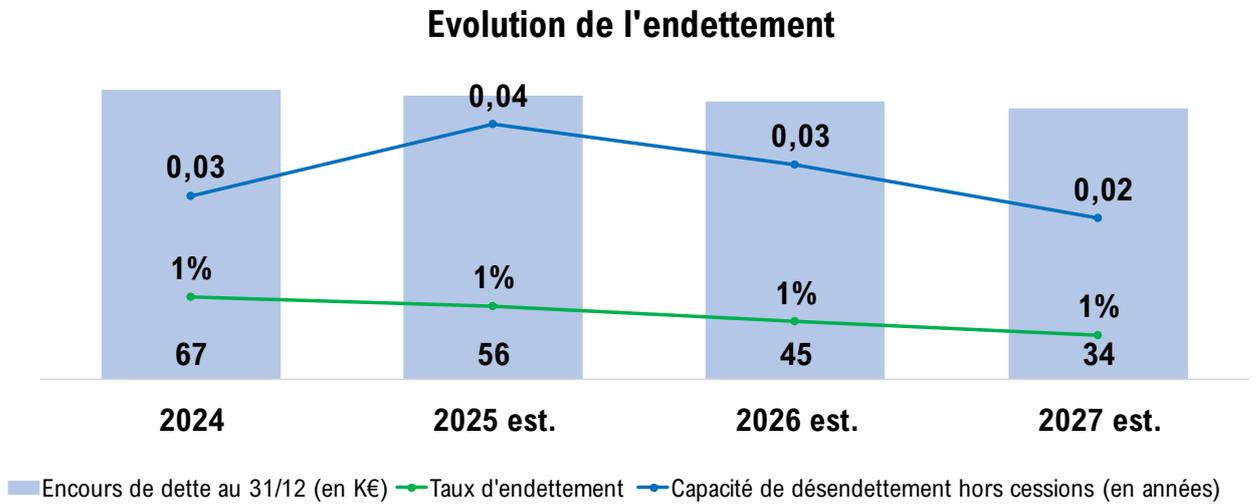
En projetant le PPI, il resterait une charge nette d'investissement de 13 566 k€ pour l'ensemble de la période 2025-2027 après déduction des subventions (1 423k€) et du FCTVA. Cette charge nette serait financée à hauteur de 4 171 k€ par l'épargne dégagée par le résultat de fonctionnement et à hauteur de 9 395 k€ par la variation de fonds de roulement. Aucun emprunt ne serait nécessaire pour financer les investissements de la commune.

Il convient cependant de préciser que cette situation financière repose sur un cadre financier maintenu dans le temps. Toutes modifications des recettes de fonctionnement des dépenses de fonctionnement viendront réduire l'épargne de la commune et par conséquent mobiliser son fonds de roulement, certes très important à date, pour assurer le financement d'une plus grande part des investissements.

| En k€ | 2025 | 2026 | 2027 | Total sur la période 2025-2027 |
|---|---------------|---------------|---------------|--------------------------------|
| Dépenses d'investissement hors dette | 4 083 | 5 463 | 7 039 | 16 586 |
| dont dépenses d'équipement brut | 4 083 | 5 463 | 7 039 | 16 586 |
| dont autres dépenses | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes d'investissement hors dette | 647 | 1 025 | 1 348 | 3 020 |
| dont subventions et dotations | 647 | 1 025 | 1 348 | 3 020 |
| Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charge nette d'investissement | 3 436 | 4 439 | 5 691 | 13 566 |
| Epargne brute | 1 464 | 1 382 | 1 358 | 4 205 |
| Epargne nette | 1 453 | 1 371 | 1 347 | 4 171 |
| Variation du fond de roulement | -1 983 | -3 068 | -4 344 | -9 395 |
| Fonds de roulement au 01/01 | 20 623 | 18 639 | 15 571 | 54 833 |
| Fonds de roulement au 31/12 | 18 639 | 15 571 | 11 228 | 45 438 |
| Variation de la dette | -11 | -11 | -11 | -34 |
| Remboursement du capital de la dette | 11 | 11 | 11 | 34 |
| Emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 |

L'endettement :

La commune ne contractant aucun emprunt, l'ensemble de ses ratios d'endettement, déjà très bas, continue de se réduire.



Définition de certains SIGLES

| | |
|----------------|--|
| AP/CP | Autorisation de Programme / Crédit de paiement |
| ADAP | Agenda d'accessibilité programmée |
| AMF | Autorité des marchés financiers |
| BP/BS | Budget primitif/Budget supplémentaire |
| BPI | Budget prévisionnel d'investissement |
| BPI | Banque publique d'investissement |
| CET (CVAE+CFE) | Contribution économique territoriale |
| CFE | Cotisation foncière des entreprises |
| CGCT | Code général des collectivités territoriales |
| CNAS | Centre national d'action sociale |
| CVAE | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises |
| DETR | Dotations d'équipement des territoires ruraux |
| DGF | Dotations globales de fonctionnement |
| DGFIP | Direction générale des finances publiques |
| DOB | Débat d'orientation budgétaire |
| DSID | Dotations de soutien à l'investissement des départements |
| DSIL | Dotations de soutien à l'investissement local |
| DSR | Dotations de solidarité rurale |
| DSU | Dotations de solidarité urbaine |
| DPV | Dotations politiques de la ville |
| EPCI | Établissements publics de coopération intercommunale |
| FCTVA | Fonds de compensation pour la TVA |
| FSRIDF | Fonds de solidarité Île-de-France |
| GVT | Glissement Vieillesse Technicité |
| LFPF | Loi de programmation des finances publiques |
| MGP | Métropole du grand Paris |
| NOTRe | Nouvelle organisation territoriale de la république |
| PLF | Projet de loi de finances |
| PPCR | Parcours professionnel carrières et rémunérations |
| ROB | Rapport d'orientation budgétaire |
| TCCFE | Taxe locale sur la consommation finale d'électricité |
| TDCFE | Taxe départementale sur la consommation d'électricité |
| TFPB | Taxe foncière sur les propriétés bâties |
| TH | Taxe d'habitation |
| TICFE | Taxe intérieure sur la consommation d'électricité |
| USD | US dollar |



caphornier.fr



contact@caphornier.fr



01 71 19 95 60

NOS AGENCES



LA REUNION

